

Rentrée musclée pour les collectivités locales

Depuis plusieurs mois le Président de la République prépare une offensive sur le front des collectivités locales. Offensive qui vise d'une part à recentraliser la vie publique et d'autre part à diminuer l'influence de la gauche sur la vie locale. Lors de l'Université d'été de La Rochelle, la première secrétaire du Parti Socialiste a clairement indiqué que les Socialistes n'entendaient pas se laisser croquer sans combattre : « Le grand combat de la rentrée, nous le mènerons aussi contre le projet de loi sur les collectivités locales.

Ce projet de loi n'est pas une réforme, c'est une revanche. La droite n'accepte pas que nous gouvernions 20 régions sur 22, les deux tiers des départements et 14 des 20 plus grandes villes françaises. L'offensive a été préparée. Depuis des mois, le gouvernement étouffe financièrement les collectivités locales en leur imposant de nouvelles missions tout en réduisant leurs dotations et en vidant les bases de leurs ressources fiscales, jusqu'à maintenant supprimer la taxe professionnelle.

Ils veulent faire croire aux Français que nous sommes dépensiers, y compris avec un discours populiste contre les élus. Nous lancerons dès la rentrée une double initiative, initiative politique autour de l'appel de la FNSER pour mobiliser autour de la défense de nos collectivités au service de notre pays et des Français et une grande campagne nationale, rappelant que les services rendus par nos collectivités sont de meilleure qualité et moins coûteux que lorsque l'Etat les réalisait. Cette campagne s'appuiera sur l'adhésion et l'attachement des Français à leur région, à leur département, à leur commune.

Nous démontrerons que **les vrais conservateurs sont ceux qui tournent le dos à la décentralisation**, qui continuent par la déconcentration à exercer des contrôles tatillons sur les collectivités locales et qui proposent à la France une organisation archaïque du territoire.

Nous, socialistes, nous croyons que les collectivités locales ont deux grandes missions à remplir : le développement ainsi que la vision et la préparation de l'avenir. C'est le rôle principal des Régions et des Communauté Urbaines ; la proximité des territoires et des habitants, c'est le rôle principal des Départements et des Communes.

L'institution de ces conseillers territoriaux est incompatible avec une organisation efficace. Trop près pour voir loin et trop loin pour être près de leurs administrés. En réalité cette réforme n'a qu'un seul objectif, modifier au profit de la droite les scrutins régionaux et départementaux. Les conseillers territoriaux seraient en effet élus à la proportionnelle dans les agglomérations et à la majorité dans les zones rurales. C'est partager les sièges entre la droite et la gauche là où la gauche est majoritaire, et les attribuer à 100% à la droite ailleurs. C'est vouloir gagner sur le tapis vert ce que la droite a perdu dans les urnes. Voilà le véritable objectif du gouvernement.

Cette réforme est une honte pour la démocratie mais c'est aussi une faute majeure pour l'avenir de notre pays. Un bon exemple est le Grand Paris. Pour contrebalancer les projets menés par nos élus avec Paris Métropole, on veut instituer une société du Grand Paris dans laquelle les collectivités locales n'auront qu'un strapontin. Pourquoi ne pas non plus revenir à une administration préfectorale de Paris, comme avant 1977 ? Après avoir été punie pendant près de 100 ans pour avoir cédé à la commune, les Parisiens et les franciliens le sont-ils pour avoir élu un grand maire socialiste à Paris, un grand Président de Région, et donné ou renouvelé leur confiance scrutins après scrutins à nos élus ?

Nous qui considérons que la décentralisation a été la réforme démocratique la plus puissante de ces 30 dernières années, nous voulons en garder l'esprit et en approfondir la portée.

Nos propositions sont sur la table. Une décentralisation pleine et entière, ce sont des collectivités avec des missions claires et compréhensibles par tous. Une décentralisation pleine et entière, ce sont des collectivités autonomes, dans leurs décisions, avec une fiscalité propre, dynamique et juste. Une décentralisation pleine et entière, c'est la démocratie jusqu'au bout, avec une élection directe par les Français, maintenue pour les Conseils Régionaux et établie demain pour les communautés urbaines. Mais il n'y a pas de République sans justice et là aussi l'Etat doit jouer son rôle en faisant jouer la solidarité par une péréquation financière digne de ce nom.

Ce combat nous allons le mener, parce qu'il s'agit de l'avenir de nos territoires et de la qualité de vie des Français. Nous allons aussi le mener parce que la démocratie est en cause quand les modes de scrutins sont biaisés ».

5 septembre 2009